
L'ECHO DE LA TURQUIE

MARS 2010 NUMERO: 3

TÜSIAD EST MEMBRE DE BUSINESSEUROPE - CONFEDERATION DES ENTREPRISES EUROPEENNES

Secrétariat Général: Meşrutiyet Cad. No: 46 Tepebaşı 34420 İstanbul – Turquie

Ankara: Iran Cad. No: 39/4 Gaziosmanpaşa 06700 Ankara – Turquie

Bruxelles: 13, Avenue des Gaulois, 1040 Brussels – Belgique

Washington D.C. : 1250 24th Street, N.W., Suite Nr. 300, Washington D.C. 20037 - USA

Berlin: Märkisches Ufer, 28 Berlin 10179 Allemagne

Paris: 33, Rue de Galilée 75116 Paris – France

Pekin : Beijing Lufthansa Centre, Office C-319, Beijing 100025, P. R. Chine

Téléphone: +90 (212) 249 19 29 **Fax:** +90 (212) 249 13 50

Téléphone: +90 (312) 468 10 11 **Fax:** +90 (312) 428 86 76

Téléphone: +32 (2) 736 40 47 **Fax:** +32 (2) 736 3993

Téléphone: +1 (202) 776 77 70 **Fax:** +1 (202) 776 77 71

Téléphone: +49 (30) 288 786 300 **Fax:** +49(30) 288 786 399

Téléphone: +33 (1) 44 43 55 35 **Fax:** +33 (1) 44 43 55 46

Téléphone: +86 (10) 6462 2066 **Fax:** +86 (10) 6462 3206

e-mail: tusiad@tusiad.org

e-mail: ankoffice@tusiad.org

e-mail: bxloffice@tusiad.org

e-mail: usoffice@tusiad.us

e-mail: berlinoffice@tusiad.org

e-mail: parisoffice@tusiad.org

e-mail: tusiad.china@euccc.com.cn



ASSOCIATION
DES INDUSTRIES
ET DES
ENTREPRISES DE
TURQUIE

L'ECHO DE LA TURQUIE

COURRIER MENSUEL DE TUSIAD PARIS

MARS 2010
NUMÉRO: 03

SOMMAIRE (pp.1-2)

TURQUIE – ECONOMIE	4
Les Entreprises	4
<i>EUAS</i> et <i>KEPCO</i> ont signé un accord préliminaire pour construire une centrale nucléaire	4
<i>Atalan Makine</i> et <i>Ranal</i> fabriqueront des voitures électriques	4
<i>Alcatel-Lucent</i> a ouvert un centre de R&D à Istanbul	4
<i>Chemetall</i> inaugure son usine de Çayırova.....	5
<i>Teleperformance</i> acquiert des participations dans <i>Metis</i>	5
<i>Kuwait Finance House</i> a choisi la Turquie comme centre de ses opérations d'assurance.....	5
<i>Nestlé</i> augmente ses investissements en Turquie.....	5
<i>Hugo Boss</i> délocalise sa production en Turquie	6
<i>Homedics</i> entre sur le marché turc.....	6
<i>DHL</i> renforcera sa présence en Turquie	6
<i>BIIS</i> a ouvert un bureau à Istanbul	7
<i>Moe's Southwest Grill</i> ouvre son premier restaurant outre-mer en Turquie.....	7
<i>Hilton Garden Inn</i> a ouvert son premier hôtel en Turquie	7
<i>ArcelorMittal</i> et <i>Dayen</i> construisent une aciérie en Irak	7
<i>Şampiyon Filtre</i> ouvre des usines en Iran et en Azerbaïdjan	8
<i>TAV</i> contrôle les aéroports de Skopje et Ohrid en Macédoine.....	8
<i>BIM</i> ouvre 40 magasins au Maroc	8
Les prix décernés aux entreprises turques et des classements internationaux	9
Les Rapports	9
La Turquie au 13 ^e rang en terme de capacité éolienne en Europe, EWEA.....	9
L'index de confiance de PME, HSBC	10
Les investisseurs en fonds propres privés en Turquie, Businessneweurope	10
La Turquie est le 7 ^e partenaire commercial de l'UE, Eurostat.....	10
Les Politiques et Relations Economiques	11
Le plan stratégique d'énergie de la Turquie pour 2010-2014.....	11
Le président de la république turque a reçu le prix Chatham House 2010	11
La visite de la chancelière allemande en Turquie	12
La visite du ministre turc des affaires étrangères en Egypte.....	12
La visite des ministres turcs en Iran.....	12
La commission mixte Grande Bretagne-Turquie.....	13
La visite du président de la république turque au Cameroun.....	13
La visite du président de la république turque au Congo.....	13
La commission mixte algéro-turque de coopération économique	13
L'accord de libre échange entre la Turquie et la Serbie	14
La visite du président de la république turque en Inde	14
La BEI accordera des prêts pour la Turquie	15
La BID accorde des prêts à la Turquie	15
La Banque Mondiale accorde des prêts à la Turquie	15
Turkland Bank accordera des crédits aux PME en Turquie.....	16
Les Données Statistiques	16
La croissance économique en 2009	16
L'inflation en février	16
Le marché du travail en décembre	16
La production industrielle en janvier	17

Le taux d'utilisation de capacité en mars.....	17
Les investissements directs étrangers en Turquie, janvier 2010.....	17
Le secteur automobile en février.....	17
TURQUIE - UNION EUROPEENNE	18
La résolution du Parlement sur la Turquie.....	18
La réunion de la commission parlementaire mixte UE-Turquie.....	19
L'audition du Parlement Européen sur le commerce et les relations économiques avec la Turquie.....	20
L'UE et la Turquie ont signé un accord sur l'aviation civile.....	21
Le projet d'avis de la CIVEX sur la Stratégie d'élargissement et les principaux défis 2009-2010.....	21
La création du groupe d'amis de la Turquie au sein du Parlement européen.....	22
L'UE a ouvert un centre d'information à Eskişehir.....	23
AGENDA TUSIAD	24
Le Calendrier des Activités du Mois	24
Le Communiqué de Presse	25
PUBLICATIONS	28
« Turquie - L'incontournable émergent, entre Orient et Occident », Accomex, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, septembre-décembre 2009.....	28
« The New Turkish Foreign Policy And The Future Of Turkey-EU Relations », Emiliano Alessandri, Institute of International Affairs (IAI) of Rome, février 2010.....	29
SAISON DE LA TURQUIE EN FRANCE.....	30
Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan est l'invité d'honneur du MEDEF, 7 avril.....	30
SITES UTILES.....	31
FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE	32

BUREAU DE REPRESENTATION DE TUSIAD A PARIS

33, rue Galilée 75116 Paris France Tel: +33 1 44 43 55 35 Fax: +33 1 44 43 55 46 e-mail: parisoffice@tusiad.org

Les numéros précédents sont disponibles au www.tusiad.org

Pour plus d'information : Didem BORA : bora@tusiad.org

TURQUIE – ECONOMIE

Les Entreprises

EUAS et KEPCO ont signé un accord préliminaire pour construire une centrale nucléaire

Les compagnies nationales de production d'électricité turque *EUAS* et sud-coréenne *Korea Electric Power Corp (KEPCO)* ont signé un accord préliminaire visant à la construction d'une centrale nucléaire dans le nord de la Turquie. Le protocole prévoit des travaux préliminaires pour la signature de l'accord principal entre les deux gouvernements.

Le ministre turc de l'énergie Taner Yıldız a indiqué que « 'la Turquie reste toutefois ouverte aux propositions d'autres compagnies pour la construction de la centrale de Sinop (nord), si elles sont plus avantageuses (...). Si une compagnie des Etats-Unis, du Canada, du Japon ou de la France fait une proposition, [la Turquie est prête] à travailler de la même manière avec elle. (...)' »

Ankara a signé en janvier un accord similaire avec Moscou pour la construction d'une autre centrale à Akkuyu (sud). (...) Les deux accords interviennent après l'annulation en novembre d'un appel d'offres pour la construction de la centrale d'Akkuyu. Une seule entreprise, la société d'Etat russe *Atomstroyexport*, s'était portée candidate et la procédure avait été annulée après l'invalidation par un tribunal de trois articles du règlement régissant le concours public. Désireuse de réduire sa dépendance énergétique à l'étranger, la Turquie prévoit la construction de trois centrales nucléaires d'ici à cinq ans, un plan qui inquiète les défenseurs de l'environnement dans un pays traversé par plusieurs failles sismiques. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

Atalan Makine et Ranal fabriqueront des voitures électriques

« La société *Atalan Makine* basée à Izmir a conclu un partenariat avec l'indien *Ranal* pour produire des voitures électriques en Turquie. (...) [La voiture électrique d'*Atalan Makine*] est conçue pour être modulaire et les acheteurs seront capables d'ajouter et de faire enlever des parties en fonction de leurs besoins. (...) La société indienne *Ranal*, qui fournit des services d'ingénierie au secteur automobile notamment aux Etats-Unis, en Chine et en Russie, prévoit d'entrer dans le marché turc avec ce projet. (...) *Atalan Makine*, déjà expérimenté dans le domaine de l'industrie automobile et aérospatiale, fournit des services d'ingénierie pour le groupe français automotive *Heuliez* pour tout ses véhicules électriques Friendly. » *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Diinya*

Alcatel-Lucent a ouvert un centre de R&D à Istanbul

La société française *Alcatel-Lucent* a ouvert un centre de R&D à Istanbul. Ce centre sera « dédié au développement des technologies de réseaux [et] contribuera directement à l'amélioration du portefeuille de l'équipementier télécoms. (...) Ce centre d'expertise emploiera 62 ingénieurs turcs pour commencer. Ce nombre atteindra la centaine dans le courant de l'année. » Par cette initiative,

Alcatel Teletas Telekomunikasyon, basé en Turquie, vise à augmenter ses exportations. Selon *Alcatel-Lucent*, la Turquie dispose d'un potentiel important de production en termes de ressource humaine qualifiée et de consommation. *RadioBFM, Dünya*

Chemetall inaugure son usine de Çayırova

Le fabricant de produits chimiques à usage industriel *Chemetall*, filiale du groupe américain *Rockwood*, va inaugurer officiellement son usine de Çayırova à Kocaeli, en avril. La filiale turque *Chemetall* Turquie mène ses activités de productions et de ventes en Turquie depuis 1986. L'usine de Çayırova avait lancé ses activités l'année dernière. *Milliyet*

Teleperformance acquiert des participations dans Metis

La société française de centres d'appels *Teleperformance* acquiert 75% du capital du groupe *Metis*, lui permettant de s'implanter sur le marché turc.

« Avec un chiffre d'affaires attendu en 2010 de 12 millions d'euros, *Metis* gère deux centres d'appels en Turquie, à Istanbul et à Uşak. Spécialisé dans la gestion d'appels pour les groupes du secteur informatique, il emploie 900 personnes.

La Turquie est considérée comme un marché stratégique pour *Teleperformance*, car ce pays enregistre l'une des plus fortes croissances économiques de la région EMEA (Europe-Moyen-Orient-Afrique). (...) [Selon le groupe français, numéro un mondial du secteur, cette initiative leur permettra de « développer à la fois le marché local et [d'offrir] des solutions nearshore (externalisation de proximité, ndlr) en différentes langues (...). *Teleperformance*, qui compte plus de 100.000 collaborateurs dans 50 pays, a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 1,85 milliard d'euros, en hausse de 3,5% sur un an. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

Kuwait Finance House a choisi la Turquie comme centre de ses opérations d'assurance

La banque *Kuwait Finance House (KFH)*, le partenaire principal de *Kuveyt Turk Participation Bank*, a choisi la Turquie comme centre de ses opérations d'assurance.

Pour entrer sur le marché turc, *Kuwait Finance House* avait créé *Neova Sigorta* en décembre 2009 dans le domaine de l'assurance non vie. Les participations de *Neova Sigorta* sont réparties entre *Turkapital Holding* (53%), *First Takaful Insurance Company* (35%), *Kuveyt Turk Participation Bank* (7%), *Al-Muthanna Investment Company* (5%) et *Autoland Otomotiv* (0,0003%) qui appartiennent à *KFH*. *Kuwait Finance House* envisage aussi de créer des entreprises dans le domaine de l'assurance-vie et de la retraite en Turquie. *Referans*

Nestlé augmente ses investissements en Turquie

La filiale turque du groupe alimentaire suisse *Nestlé* investira 36 millions d'euros en Turquie en 2010. *Nestlé Turquie* a enregistré 480 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009, affichant une hausse de 15% par rapport à l'année précédente. *Nestlé* a investi 156 millions d'euros en Turquie

dans les quatre dernières années. La société est présente en Turquie depuis 1909 et réalise sa production locale dans quatre usines.

Le groupe *Nestlé* emploie 283.000 personnes dans 456 usines situant dans 84 pays, vend ses produits dans 130 pays et possède 28 centres de recherche et développement à travers le monde. Le chiffre d'affaire du groupe a été 74,7 milliards d'euros en 2009. *ANSamed, Zaman*

***Hugo Boss* délocalise sa production en Turquie**

« La marque allemande de vêtement internationalement reconnue *Hugo Boss* a décidé de cesser sa production textile à Cleveland, Ohio Etats Unis et de délocaliser son usine en Turquie. La marque de mode haut de gamme produisait ses vêtements à Cleveland depuis plus que 30 ans. » *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Star*

***Homedics* entre sur le marché turc**

La société américaine des produits de massage et de bien-être *Homedics* entre sur le marché turc en avril avec son distributeur turc *Gizpa*. En premier lieu, 19 produits *Homedics* seront mis en vente en Turquie.

Ayant un chiffre d'affaires annuel de 500 millions de dollars, *Homedics* détient 90% du marché des produits de massage aux Etats-Unis.

Créé en 2005, *Gizpa* a enregistré 10 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2009 et vise à le tripler via les produits de *Homedics*. La société turque a pour objectif de devenir également le distributeur du fabricant suisse de sèche-cheveux *Valera* et du fabricant britannique de balance *Salter* en 2010. *Referans*

***DHL* renforcera sa présence en Turquie**

« Le géant mondial de la logistique *DHL* a annoncé que le volume de services commerciaux de fret entre la Turquie et l'Asie du Sud pacifique a cru de 300 pour cent. Selon les données de *DHL Global Forwarding*, le fret aérien en provenance de Thaïlande vers la Turquie a augmenté plus de 100 pour cent tandis que le volume d'expédition entre la Turquie et Singapour s'est accru de façon exceptionnelle de 300 pour cent. Le volume de fret maritime de la Malaisie et de la Thaïlande vers la Turquie a, lui, augmenté de 110 pour cent. (...)

[*DHL* prévoit] des fusions stratégiques et des alliances pour renforcer [sa] présence sur le marché turc. De la même façon, des lignes de fret entre la Turquie et l'Afrique Subsaharienne seront-elles créées en priorité suivant en cela le nombre de vols vers [la Turquie]. (...) *DHL* entrera également sur le marché iranien par la Turquie. (...)

DHL Express et *DHL Global Forwarding* ont déjà plus de deux mille salariés en Turquie (...). [Selon *DHL*] la Turquie est une base d'expansion pour l'Europe. » Par ailleurs, *DHL* souhaite établir

un centre de la mode en Turquie et soutenir les entreprises turcs dans ce secteur. *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Akşam*

BIIS a ouvert un bureau à Istanbul

La banque italienne d'infrastructure, innovation et développement *Banca Infrastrutture Innovazione e Sviluppo (BIIS)* a ouvert un bureau à Istanbul. L'initiative a pour objectif de soutenir les entreprises qui opèrent dans la construction des infrastructures en Turquie.

La banque était déjà présente dans plusieurs projets en Turquie, tels que:

- le conseil financier (avec *Akbank* et *Citibank*) pour le projet d'autoroute Gebze-Orhangazi-Izmir,
- le financement du projet et de la construction de l'autoroute Gümüşova-Gerede (valeur totale de 175 millions de dollars),
- la construction de l'autoroute Ankara-Pozanti d'Eminlik jusqu'à Çiftehan (123 millions de dollars),
- l'achèvement de la ligne de métro de la ville Adana (136,7 millions de dollars),
- la construction d'une nouvelle ligne de métro à Istanbul (480 millions de dollars),
- la construction de la ligne de métro de 21 km entre Kadıköy et Kartal (776 millions d'euros),
- la construction d'une partie de l'autoroute Adana-Iskenderun-Gaziantep-Şanlıurfa (68 millions de dollars).

BIIS est créée en 2008 par la fusion de *Banca Intesa infrastructure and development* et *OPI Bank*. Elle appartient au groupe italien *Intesa Sanpaolo* qui avait ouvert son bureau de représentation en Turquie en 1974. *Referans, ANSAMED*

Moe's Southwest Grill ouvre son premier restaurant outre-mer en Turquie

La chaîne américaine de fast-food *Moe's Southwest Grill*, filiale de *FOCUS Brands Inc.*, ouvre son premier restaurant à Istanbul en septembre. *FOCUS Brands International* a conclu un accord de franchise pour ouvrir 40 restaurants *Moe's* en Turquie d'ici 2016. *Radikal*

Hilton Garden Inn a ouvert son premier hôtel en Turquie

Hilton Garden Inn, la marque du groupe hôtelier américain *Hilton Worldwide*, a ouvert son premier hôtel en Turquie, à Kütahya. Présent en Turquie depuis 1965, *Hilton Worldwide* possède ainsi 10 hôtels. Il existe encore cinq hôtels *Hilton Garden Inn* en cours de construction en Turquie. Le groupe envisage d'ouvrir de nouveaux hôtels à Konya, à Şanlıurfa, à Mardin et à Istanbul et doubler le nombre de ses hôtels en Turquie dans deux ans. *ANSAMED, l'Echo de la Turquie (février 2010, no: 2)*

ArcelorMittal et Dayen construisent une aciérie en Irak

« Le numéro un mondial de l'acier *ArcelorMittal* [basé au Luxembourg] a annoncé [le 16 mars] la signature d'un protocole d'accord avec le groupe turc *Dayen* pour la construction d'une aciérie à Suleymanieh, dans la région autonome du Kurdistan irakien. La construction de cette aciérie, dotée

d'un four électrique, devrait commencer au deuxième trimestre 2010 et la production au quatrième trimestre 2011 (...). La production devrait atteindre dans un premier temps 250.000 tonnes de ronds à béton par an, produites à partir de ferrailles d'origine locale, pour monter jusqu'à 500.000 tonnes par la suite (...). *ArcelorMittal* et *Dayen* vont investir à eux deux entre 100 et 130 millions de dollars dans le cadre d'une coentreprise. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

Şampiyon Filtre ouvre des usines en Iran et en Azerbaïdjan

Şampiyon Filtre, le fabricant turc de filtres à air, à huile, à carburant et hydrauliques pour l'automobile ouvre des usines en Iran et en Azerbaïdjan. Chaque usine coûterait 20 millions de livres turques* pour la société et 150 emplois seraient créés. L'usine d'Iran, étendue sur 16.000m², sera opérationnelle dans deux mois et celle d'Azerbaïdjan, installée sur 12.000m², à la fin de cette année.

Par ces initiatives, le fabricant turc vise à atteindre plus de 20 millions de dollars de chiffre d'affaires et en Iran et en Azerbaïdjan. A la fin de 2010, il posséderait 800 employés au total.

Exportant vers 64 pays, *Şampiyon Filtre* se trouve parmi les fournisseurs des grandes marques comme *Ford* et *Mercedes Benz* et il est fabricant de pièces d'origine pour 15 fabricants automobiles au niveau mondial. Il a pour objectif d'ouvrir des usines dans les Balkans et au Moyen Orient dans un an et demi. 35% des exportations de filtres en Turquie sont réalisées par *Şampiyon Filtre*. La société détient 12% du marché turc qui a une valeur globale de 250 millions de dollars. *Radikal*

Şampiyon Filtre : [Cliquez ici](#)

*(1 dollar = 1,5 livres turques, 1 euro = 2 livres turques, Banque Centrale de Turquie, 31.03.2010)

TAV contrôle les aéroports de Skopje et Ohrid en Macédoine

« L'opérateur aéroportuaire turc *TAV* a pris [le 1er mars] le contrôle des deux principaux aéroports de Macédoine, à Skopje et Ohrid, où il compte investir 200 millions d'euros les vingt prochaines années. (...) La compagnie turque gèrera désormais l'aéroport Alexandre le Grand à Skopje et prévoit d'y construire un nouveau terminal. *TAV* entend aussi engager la modernisation de l'aéroport international d'Ohrid, un important lieu touristique dans le sud du pays. Les aménagements de l'aéroport de Skopje doivent porter aussi sur l'agrandissement de la piste d'atterrissage pour permettre à tous types d'appareil de se poser. *TAV* doit enfin construire d'ici dix ans un aéroport pour le fret à Stip, dans l'est du pays. Quelque 600.000 passagers sont passés par l'aéroport de Skopje en 2009. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

BIM ouvre 40 magasins au Maroc

La société turque de la grande distribution alimentaire *BIM* investira 10 millions de livres turques* pour ouvrir 40 magasins au Maroc en 2010. Déjà présente au Maroc avec 25 magasins sous le nom *BIM Stores SARL*, la société avait investi au Maroc 5 millions de livres turques en 2009. *Ntvmsnbc*

*(1 dollar = 1,5 livres turques, 1 euro = 2 livres turques, Banque Centrale de Turquie, 31.03.2010)

Les prix décernés aux entreprises turques et des classements internationaux

- Ayant enregistré une croissance de 12.3 % en terme de nombre de passagers transportés en 2009, [Turkish Airlines](#) « a vu son classement passer du septième au quatrième rang parmi les membres de l'AEA [Association de Compagnies aériennes européennes]. (...) [Selon l'AEA,] après le marché américain, la Turquie est le marché le plus important pour les transporteurs européens, en dehors de la zone d'aviation européenne, avec un volume de passagers s'élevant à plus que 25 millions par an. (...) La Turquie est déjà une destination pour 23 compagnies aériennes membres de l'AEA (...) ».

- Le fabricant turc d'électroménager [Arçelik](#) a été décerné le prix de gestion de production totale (Total Productive Management – TPM) par l'institut japonais de maintenance industrielle JIPM. [Arçelik](#) a reçu ce prix pour son usine de réfrigérateur à Eskişehir et son usine d'appareils de cuisson à Bolu.

- Avec son modèle de hotte *Flat 3311*, le fabricant turc des produits encastrés [Silverline](#) a reçu le prix *Plus X Award* dans les catégories “Haute Qualité”, “Ergonomie”, “Conception” et “Ecologie”. Le Plus X Award organisé par Media Society Networks en Allemagne représente le plus grand concours européen de technologie.

Plus d'information: [Cliquez ici](#)

- Le site australien d'information en ligne « [www.News.com.au](#) » a classé [Hotel The Marmara Antalya](#) parmi les dix meilleurs hôtels du monde à l'architecture impressionnante pour sa conception unique dans le monde. L'hôtel possède un *revolving loft* doté de 24 chambres effectuant une rotation de 360 degrés.

Plus d'information: [Cliquez ici](#)

Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, *Today's Zaman*, *Radikal*, *Milliyet*,

Les Rapports

La Turquie au 13^e rang en terme de capacité éolienne en Europe, EWEA

Selon les statistiques de l'Association Européenne des Énergies Eoliennes (EWEA), la Turquie s'est classée au 13^e rang avec une capacité éolienne de 801 MW. Ayant augmenté sa capacité, de 311 MW en 2008 et de 343 MW en 2009, elle a passé du 16^e rang au 13^e cette année, devant les pays tels que la Belgique, le Norvège et la Pologne. Les cinq premiers rangs ont été occupés par l'Allemagne (25.777 MW), l'Espagne (19.149 MW), l'Italie (4850 MW), la France (4492 MW) et la Grande Bretagne (4051 MW). La Turquie a pour objectif d'accroître sa capacité éolienne à 20.000 MW en 2023. Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, AA, EWEA, *Tebanews*

European Wind Energy Association - EWEA: Strategic Overview: [Cliquez ici](#)

L'index de confiance de PME, HSBC

Selon l'Index de confiance de PME (The Small Business Confidence Index) publié par HSBC, les PME turques sont « les plus optimistes sur l'avenir de l'économie par rapport à leurs homologues européens. »

Selon l'étude, « les petites et moyennes entreprises les plus optimistes parmi 20 pays sont situées en Inde. Ce pays est suivi par le Moyen Orient avec un index de valeur de 125. La Chine suit le Moyen Orient avec un index de 121, l'Amérique latine avec un index de 118 et la Turquie avec un index de 117. Les PME les plus optimistes en Europe viennent de Turquie. [Alors que] le Royaume-Uni et la France sont en bas de liste avec respectivement 94 et 101 points. (...) Le Moyen Orient et la Turquie sont les deux seuls marchés qui prévoient d'augmenter leur nombre d'emplois. » *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Sabah*

Les investisseurs en fonds propres privés en Turquie, Businessneweurope

Selon Businessneweurope, « les entreprises turques avec de puissants indicateurs de croissance malgré la crise, attirent des fonds issus de société de Private Equity. (...)

- Le Groupe Américain *Carlyle* a massivement investi dans le secteur de services médicaux en Turquie, en achetant 40 pour cent des parts de *Medical Park*. Depuis 2005, *Medical Park* a connu une forte croissance au point qu'il est devenu la deuxième plus grande entreprise de service médical en Turquie, gérant et opérant 13 hôpitaux. (...) *Carlyle* est en pourparlers pour acquérir des parts de deux autres entreprises turques.
- La société d'investissement *Invest AD*, basée à Abu Dhabi, gérant de nombreux fonds investis au Moyen Orient, en Afrique du Nord et en Turquie, a investi 50 millions d'euros dans l'entreprise de logistique *Ekol* en décembre. (...)
- En octobre, la firme Britannique de *Private Equity Bridgepoint Capital*, a acquis une part de 33 pour cent de *TuvTurk*, un groupe d'inspection de véhicule. » *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Hurriyet Daily News*

Plus d'information (en anglais): [Cliquez ici](#)

La Turquie est le 7^e partenaire commercial de l'UE, Eurostat

Les échanges commerciaux entre l'UE27 et ses principaux partenaires ont diminué en 2009. Les exportations vers la Turquie (-19%) ont enregistré une des baisses les plus importantes des exportations de l'UE après la Russie (-37%), les Etats-Unis (-18%) et le Brésil (-18%). La Chine est le seul pays vers lequel les exportations européennes ont augmenté (4%), en 2009. Les importations de l'UE27 en provenance de la Turquie ont diminué de 22% en 2009. Les importations en provenance de la Russie (-35%), du Brésil (-29%), de la Norvège (-28%) et du Japon (-26%) ont également baissé pendant la même période. Toutefois, la Turquie est le 7^e pays exportateur vers l'UE avec 36,1 milliards d'euros. Elle est aussi le 5^e destination des exportations de l'UE (43,9 milliards d'euros). *ANSAMED, Dünya, Eurostat*

Les statistiques : [Cliquez ici](#)

Les Politiques et Relations Economiques

Le plan stratégique d'énergie de la Turquie pour 2010-2014

« Le ministère [turc] de l'Energie et des ressources naturelles a annoncé la feuille de route des cinq prochaines années. D'après la feuille de route, la construction de la centrale nucléaire commencera d'ici l'an 2014, et le projet Nabucco devrait être achevé. De plus, la part de la Russie dans l'importation de gaz naturel devrait descendre sous la barre des 50%. Selon le "plan stratégique", les travaux de recherche de pétrole, gaz naturel et charbon local, seront multipliés. Au sujet de la production électrique, l'objectif est de terminer en 2013 les centrales thermiques alimentées par du charbon local de 3 500 mégawatts qui sont en construction. Pour l'énergie éolienne, le but est d'atteindre une production de 10 000 mégawatts en 2015. Les besoins de la Turquie en gaz naturel sont procurés par cinq pays sources, néanmoins les deux tiers proviennent de la Fédération de Russie. La feuille de route souligne donc qu'une diversité des pays sources sera assurée. Un autre objectif, est d'accroître la capacité de production de boron à 1,5 million de tonnes en cinq ans. En fin 2009, on comptabilisait en Turquie des réserves pétrolières pour une année et des réserves en gaz naturel pour environ deux mois. »

La Turquie a également pour objectif d'augmenter la capacité de production pétrolière à Ceyhan, renforcer ses explorations pétrolières dans la mer Noire et la Méditerranée. Le plan stratégique prévoit aussi de prolonger l'accord sur l'oléoduc Turquie-Irak, lancer la construction du gazoduc Nabucco en 2011 et lancer le projet visant à relier les réseaux de gaz naturel de la Turquie et de la Syrie en 2011. Selon le plan, la Turquie atteindrait la part des énergies renouvelables à 30% dans la production totale d'énergie d'ici 2023 et économiserait 10% d'énergie d'ici 2015 et 20% d'ici 2023. *TRT, ANSAMED*

Le président de la république turque a reçu le prix Chatham House 2010

L'Institut royal des Affaires internationales a décerné le prix Chatham House 2010 au président turc Abdullah Gül « pour sa contribution à l'amélioration des relations internationales, a annoncé vendredi le centre britannique d'études stratégiques.

"Le président Gül est reconnu comme étant un personnage important pour la réconciliation et la modération au sein de la Turquie et à l'étranger, et une force motrice derrière nombre d'initiatives positives prises ces dernières années par la Turquie", a expliqué le centre dans un communiqué.

M. Gül a travaillé à renforcer les liens de la Turquie avec les autres puissances régionales, servi de médiateur entre les différentes factions irakiennes, et entre le Pakistan et l'Afghanistan en 2009, oeuvré à la réunification de Chypre et à la réconciliation entre la Turquie et l'Arménie, a estimé le centre.

Ce prix prestigieux est décerné tous les ans par Chatham House (l'Institut royal des Affaires internationales), à une personnalité qui a joué un rôle de premier plan sur la scène internationale et

qui a apporté une contribution significative à l'amélioration des relations internationales durant l'année écoulée. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

La visite de la chancelière allemande en Turquie

La chancelière allemande Angela Merkel s'est rendue en Turquie pour une visite de deux jours. Le 29 mars, elle s'est entretenue avec le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan et le président de la république turc Abdullah Gül à Ankara. Le deuxième jour la visite de Merkel a été consacré à la ville d'Istanbul. Merkel et Erdoğan ont participé au Forum d'affaires Turquie-Allemagne à Istanbul.

Dans le cadre de cette visite, la délégation allemande composée des représentants du ministère de l'économie et de la technologie et des responsables d'entreprises, dont la *Deutsche Bahn* et *Airbus* s'est entretenue avec le ministre turc des transports Binali Yıldırım.

Binali Yıldırım a souligné que l'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Turquie avec un volume commercial bilatéral de 36 milliards de dollars en 2008 et 24 milliards de dollars en 2009. Yıldırım a indiqué que les investissements allemands atteignent plus de 3,5 milliards de dollars en Turquie. En revanche, les investissements turcs en Allemagne sont d'environ 700 millions de dollars.

De sa part, le président de la délégation allemande, Bernd Pfaffenbach, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'économie et de la technologie a souhaité que cette visite contribue davantage au partenariat des deux pays, qui est déjà bien réussi. Actuellement, « plus de 4.000 entreprises allemandes travaillent en Turquie ou avec la Turquie. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP, Zaman*

La visite du ministre turc des affaires étrangères en Egypte

Le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu s'est rendu à Caire le 21 mars pour participer à la Conférence internationale des donateurs pour Darfour. Dans le cadre de cette visite, il s'est entretenu avec le ministre égyptien de l'aviation civile Ahmed Chafik. Davutoğlu a indiqué que la Turquie et l'Egypte devraient augmenter leur transport aérien pour contribuer à l'intégration économique des deux pays et qu'un couloir aérien devrait être établi entre Alexandrie et la Turquie. *ANSAMED*

La visite des ministres turcs en Iran

Dans le cadre du sommet des ministres de l'industrie des pays du groupe du D-8 en Iran le 2 mars, le ministre turc de l'industrie et du commerce Nihat Ergün s'est entretenu avec le ministre iranien de l'industrie et des mines Ali Akbar Mehrabian sur la signature d'un accord de libre échange et l'augmentation du volume de commerce entre la Turquie et l'Iran.

Par ailleurs, le 19 mars, le ministre d'Etat turc Hayati Yazıcı s'est entretenu avec le porte-parole du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien Ali Agha Mohammadi. Yazıcı a indiqué que la Turquie vise à atteindre le volume de commerce avec l'Iran à 20 milliards de dollars en 2011. Le volume de commerce entre les deux pays a été 10 milliards de dollars en 2008 et 5,5 milliards de

dollars en 2009. Le ministre turc a ajouté qu'à part Gürbülak et Esendere, deux autres postes frontières seraient ouvertes pour renforcer le commerce bilatéral. *ANSAMED*

La commission mixte Grande Bretagne-Turquie

La réunion de la commission mixte Grande Bretagne-Turquie s'est tenue à Londres le 18 mars. Les discussions ont porté sur l'énergie, la défense, les investissements, le tourisme, la finance et la technologie. A la suite de la réunion, le ministre d'Etat turc chargé du commerce extérieur Zafer Çağlayan et le ministre britannique du commerce et de l'investissement Lord Davies ont signé un accord visant à renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. Selon Çağlayan, le potentiel de volume commercial entre la Turquie et la Grande Bretagne s'élève à 20-30 milliards de dollars. Lors Devies, de sa part, a indiqué que les deux pays ont eu des relations économiques fortes malgré la crise économique en rappelant les entreprises britanniques qui ont investi en Turquie, telle que BP et autres. *ANSAMED*

La visite du président de la république turque au Cameroun

Le président de la république turque Abdullah Gül s'est entretenu avec son homologue Paul Biya au Cameroun le 16 mars.

Selon Gül, « la Turquie veut renforcer ses relations et sa coopération dans tous les domaines avec les pays africains et sur une base gagnant-gagnant. Elle préconise une approche globale dans un vaste éventail allant de la coopération économique aux investissements, de la santé à l'éducation, du développement rural à la gestion durable des ressources d'eau et des transports à l'énergie. [Selon le président camerounais Paul Biya], entre la Turquie dont l'économie est en plein essor (...) et le Cameroun qui veut accélérer son développement, existe (...) une complémentarité pleine de promesses. *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

La visite du président de la république turque au Congo

Le président de la république turque Abdullah Gül s'est rendu à Kinshasa le 14 mars. Gül a affirmé que la Turquie espérait ouvrir une nouvelle ère de coopération avec la République démocratique du Congo, notamment dans les échanges commerciaux. Abdullah Gül était « accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires à la recherche de débouchés dans les secteurs minier, de la santé et de l'industrie forestière. Son homologue Joseph Kabila a annoncé l'ouverture "bientôt" d'une ambassade à Ankara afin de "renforcer" et "consolider" sa coopération avec la Turquie, qui elle, dispose d'une ambassade en RDC depuis 34 ans. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*

La commission mixte algéro-turque de coopération économique

« La commission mixte algéro-turque de coopération économique, scientifique et technique a entamé les travaux de sa 9^e session le 10 mars 2010 à Alger sous la présidence conjointe [du ministre algérien de l'énergie et des mines Chakib Khelil et du ministre d'Etat turc chargé de la planification et du GAP Cevdet Yilmaz]. » Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération dans

les domaines de l'énergie, de l'exploitation minière, de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de la normalisation, de la santé et de la construction. Dans ce cadre, un mémorandum d'entente dans le domaine de la communication a été signé et un protocole d'accord de coopération dans le domaine agricole a été paraphé.

« Chakib Khelil a affirmé la volonté de l'Etat algérien de poursuivre l'exportation de gaz vers la Turquie au-delà de 2014, date d'expiration du contrat en cours entre *Sonatrach* et la société turque *Botas*. Pour rappel, l'Algérie exporte vers la Turquie d'importantes quantités de gaz en vertu d'un contrat signé en 1995 pour la livraison de 4 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an pendant vingt ans. Chakib Khelil souhaite accroître le volume de ces exportations et attirer les investissements directs turcs qui tournent actuellement autour de 300 M\$ (220 M€) répartis essentiellement dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics ainsi que dans l'agroalimentaire. L'Algérie verrait également d'un bon oeil la conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux pays en vue de booster les échanges commerciaux.

Le ministre turc a également rencontré son homologue algérien [El-Hachemi Djaaboub. Le ministre algérien du commerce] a précisé que les échanges commerciaux, les questions bancaires ainsi que les transports maritimes et aériens ont été au centre des entretiens. A ce propos justement, la compagnie publique Air Algérie a annoncé que deux vols directs hebdomadaires reliant Constantine (troisième ville algérienne) à Istanbul seront assurés à compter du 30 mars 2010. » *Chambre de commerce française en Turquie, turquieeuropeenne.eu, Econostrum.info, algerie-focus.com, ANSAMED*

L'accord de libre échange entre la Turquie et la Serbie

L'accord de libre échange entre la Turquie et la Serbie, signé en juin 2009, a été adopté par l'Assemblée nationale turque en mars 2010. Le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu avait reçu son homologue serbe Vuk Jeremić à Ankara le 22 février. Davutoğlu avait mis l'accent sur les investissements d'infrastructures de la Turquie en Serbie. Les deux ministres avaient annoncé qu'ils coopéreraient pour la prospérité économique dans les Balkans. Ils avaient souligné que la mise en vigueur de l'accord de libre échange entre la Turquie et la Serbie renforcerait les relations économiques bilatérales. *ANSAMED, haberaktuel.com*

La visite du président de la république turque en Inde

Accompagné par une délégation d'hommes d'affaires, le président de la république turque Abdullah Gül a fait une visite officielle en Inde du 7 au 12 février. Abdullah Gül s'est entretenu avec son homologue indien Pratibha Devisingh Patil sur la coopération scientifique et technologique entre les deux pays.

« Le dialogue en science et en technologie avancées, initiative récemment lancées entre les deux pays, offre des possibilités de coopération dans des projets sélectionnés en commun dans les domaines des télécommunications, de l'informatisation, de l'aéronautique, de la biotechnologie et des technologies environnementales. L'initiative a également d'ores et déjà donné lieu à la convocation d'un workshop commun en 2010. » *Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements, Asian News International*

La BEI accordera des prêts pour la Turquie

La Turquie va bénéficier de 2,6 milliards d'euros de prêts de la Banque Européenne d'Investissement en 2010 pour renforcer les projets des municipalités dans les domaines des énergies renouvelables et des infrastructures. « En 2009, la BEI a accordé 2,6 milliards d'EUR de nouveaux prêts en Turquie, un montant équivalent au record atteint en 2008. Le maintien de ce niveau d'activité élevé s'explique principalement par la volonté de contrer la crise financière mondiale et ses conséquences. Au cours des deux dernières années, la BEI a apporté promptement son soutien à l'économie turque, en intensifiant son activité de prêt (avec un montant additionnel de 500 millions d'EUR par an en sus du montant "normal" de 2 milliards d'EUR environ) et en oeuvrant tout particulièrement au renforcement du secteur turc PME. (...)

En 2009, l'activité de la Banque en Turquie s'est concentrée en majorité sur les PME, auxquelles elle a consacré un montant de 1,5 milliard d'EUR (57 %). Les secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables ont bénéficié d'un montant total de 455 millions d'EUR (17 %). Le prêt accordé à la société *Rotor Elektrik* (groupe *Zorlu*) pour le financement d'un parc éolien dans la région d'Osmaniye s'est vu décerner le titre de 'Meilleur projet de l'année en matière de parcs éoliens terrestres' par Project Finance Magazine. La BEI a également octroyé des financements à hauteur de 390 millions d'EUR (15 %) pour l'industrie et les services, dont un important prêt destiné au financement de la recherche universitaire et des activités de R-D menées par les principales universités publiques du pays. Enfin, les prêts en faveur des infrastructures ont atteint 293 millions d'EUR (11 %) en 2009. Parmi les projets financés, de nouveaux prêts ont été accordés pour la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Istanbul et Ankara, un projet phare pour le pays. » La BEI qui opère en Turquie depuis 1965 a octroyé 10,2 milliards d'euros de crédit à la Turquie dans la dernière décennie. *BEI, ANSAMED*

Le communiqué de presse : [Cliquez ici](#)

La BID accorde des prêts à la Turquie

La Turquie a signé un protocole d'accord avec la Banque islamique de développement (BID) afin d'obtenir de 1,5 à 2 milliards de dollars de prêts pendant la période 2010-2013. Le financement sera destiné notamment aux investissements énergétiques et à la construction de la ligne ferroviaire Irak-Syrie. Les fonds seront également utilisés pour les projets de développement dans les domaines de l'éducation, des transports, des PME et de la protection civile. La banque pourrait accorder des fonds supplémentaires pour des projets d'énergies renouvelables, et des projets locaux qui seront menés en collaboration avec la Syrie. *ANSAMED, Zaman*

La Banque Mondiale accorde des prêts à la Turquie

La Banque mondiale a approuvé 931 millions d'euros pour la Turquie dans le cadre de son programme de prêt REGE - DPL (Restoring Equitable Growth and Employment Programmatic Development Policy Loan). La Banque mondiale soutient ainsi le programme du gouvernement turc contre la crise financière et ses réformes à moyen terme. Le crédit est dédié aux investissements dans l'administration centrale, l'éducation, les finances et la santé et autres services sociaux. L'échéance finale du crédit est 19,5 ans, y compris un délai de grâce de 16 ans. La Banque Mondiale a récemment annoncé qu'elle prévoyait une croissance de 4 à 4,5% en Turquie, en 2010. *ANSAMED*

Plus d'information: [Cliquez ici](#)

Turkland Bank accordera des crédits aux PME en Turquie

Turkland Bank (T-Bank), la banque turque contrôlée par le groupe libanais *Hariri*, envisage d'accorder environ 400 millions de dollars de crédits aux PME turcs. Par ailleurs, la banque augmenterait le nombre de ses agences de 25 à 50 en Turquie, dont deux sont ouvertes en mars.

Les crédits aux PME présentent un tiers du chiffre d'affaires annuel de la *T-Bank* qui vise à augmenter cette part à 50% dans deux ans. Le portefeuille de crédit de la banque atteint 582 millions d'euros. Elle vise une croissance de 35 à 40% de ses crédits.

MNG Bank avait pris le nom de *Turkland Bank* à la suite de son acquisition par le groupe *Hariri* en 2006. La banque est détenue à %50 par *Arab Bank PLC*, à %41 par *BankMed SAL* et à %9 par le président du groupe *MNG Mehmet Nazif Günal*. *Chambre de commerce française en Turquie, ANSAmed, Dünya*

Les Données Statistiques

La croissance économique en 2009

Selon les derniers chiffres de l'Institut National des Statistiques de Turquie (TUIK), l'économie turque s'est contractée de 4,7% en 2009. Le niveau du revenu annuel par habitant a été 8 590 de dollars. Selon le TUIK, au quatrième trimestre de 2009, la croissance économique a affiché une hausse de 6% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

L'inflation en février

Selon le TUIK, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 1.45% en février 2010 en affichant une hausse de 1.79 points de pourcentage, comparé à l'évolution observée au même mois de l'année précédente :

	Variation Annuelle (%)		Variation Mensuelle (%)	
	Février 2009	Février 2010	Février 2009	Février 2010
Indice Prix à la Consommation	7.73%	10.13%	-0.34%	1.45%
Indice Prix à la Production	6.43%	6.82%	1.17%	1.66%

Le marché du travail en décembre

Selon les résultats des enquêtes du TUIK sur la main d'œuvre, le taux de chômage turc s'est reculé à 13.5% en décembre 2009 affichant une baisse de 0.5 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

<i>Taux (en %)</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
<i>Participation à la Population Active</i>	46.5%	47.6%
<i>Taux de Chômage</i>	14.0%	13.5%
<i>Chômage Urbain</i>	15.6%	15.6%
<i>Chômage Rural</i>	10.7%	9.2%
<i>Chômage Hors Agriculture</i>	16.8%	16.6%

Répartition de l'emploi parmi les secteurs		
Secteurs	2008	2009
<i>Agriculture</i>	22.0%	24.0%
<i>Industrie</i>	20.8%	20.3%
<i>Construction</i>	5.5%	5.7%
<i>Services</i>	51.7%	50.0%

La production industrielle en janvier

Selon le TUIK, le niveau annuel de la production industrielle a augmenté de 12.1% en janvier 2010, comparée au même mois de l'année précédente.

Evolutions en % :	Janvier 2009	Janvier 2010
Production Industrielle	-21.4%	12.1 %
<i>Secteur Manufacturier</i>	-24.4 %	14.4 %
<i>Métallurgie</i>	-4.1 %	-0.6 %
<i>Electricité, Gaz, Eau</i>	-5.7 %	3.1%

Le taux d'utilisation de capacité en mars

Selon la Banque Centrale de Turquie, le taux d'utilisation de capacité dans l'industrie manufacturière a enregistré une hausse de 8.7 points de pourcentage en mars 2010 comparée à la même période de l'année précédente et s'est élevé à 67.9%.

Les investissements directs étrangers en Turquie, janvier 2010

Selon le Sous-secrétariat d'Etat au Trésor, la Turquie a accueilli 316 millions de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) en janvier 2010 affichant une baisse de 78,9% par rapport au même mois de l'année précédente.

Plus d'information : [Cliquez ici](#)

Le secteur automobile en février

Selon les données de l'Association des Manufacturiers d'Automobile de Turquie (OSD), les exportations mensuelles ont été 1,363 milliards de dollars au mois de février 2010, réalisant une augmentation de 46.1% par rapport au même mois de l'année précédente.

Plus d'information : [Cliquez ici](#)

TURQUIE - UNION EUROPEENNE

La résolution du Parlement sur la Turquie

Le Parlement européen a adopté, le 10 février, une résolution concernant le rapport de la Commission européenne du 2009 sur les progrès accomplis par la Turquie. Dans sa résolution, le Parlement européen,

- « apporte son soutien à l'intention de la Grande Assemblée nationale de Turquie de modifier rapidement la loi antiterrorisme afin d'en supprimer les dispositions qui permettent de juger, sur la même base que les adultes, les enfants âgés de quinze à dix-huit ans; (...)
- se félicite du dialogue engagé par le gouvernement turc avec les représentants des communautés religieuses, notamment les Alévis, et engage les autorités à intensifier le dialogue interreligieux pour mettre en place des échanges réguliers et constructifs; rappelle une fois de plus que ces mesures et démarches positives doivent toutefois s'accompagner d'une réforme en profondeur du cadre juridique ; (...)
- accueille avec satisfaction la mise en œuvre de la loi sur les fondations; déplore cependant que les communautés religieuses continuent à être confrontées à des difficultés liées à la propriété, qui ne sont pas traitées par cette loi ; (...)
- déplore l'incertitude qui prévaut autour de la reconnaissance des maisons Cem en tant que lieu de culte des Alévis, ainsi qu'en ce qui concerne l'éducation religieuse obligatoire à l'école; demande au gouvernement turc de remédier systématiquement à cette situation;
- se déclare préoccupé par l'implication permanente du pouvoir militaire dans la vie politique et la politique étrangère turques, et rappelle que dans une société démocratique, les forces armées doivent être totalement soumises à un contrôle civil ; (...)
- prie instamment la Grande Assemblée nationale de Turquie de veiller à ce que l'immunité parlementaire couvrant l'expression des opinions politiques soit garantie pour tous les députés sans discrimination; (...)
- déplore que, depuis le rapport 2008 sur les progrès accomplis par la Turquie, le dossier de la population grecque des îles de Gökçeada (Imvros) et de Bozcaada (Tenedos), qui connaît toujours des problèmes en ce qui concerne les droits de propriété et la scolarité, n'a enregistré aucune avancée encourageante; invite donc le gouvernement turc à trouver des solutions pour préserver le caractère biculturel de ces îles ; (...)
- se déclare préoccupé par les restrictions permanentes à la liberté de la presse ; (...)
- invite le gouvernement turc à intensifier ses efforts en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique de "tolérance zéro" à l'égard de la torture ; (...)
- encourage le gouvernement à accroître ses efforts afin que soit appliquée, dans la pratique, l'égalité entre les femmes et les hommes garantie par la loi; (...)
- invite instamment le gouvernement turc à veiller à l'éradication de la corruption; (...)

- demande à la Grande Assemblée nationale de Turquie d'adopter une nouvelle loi interdisant les discriminations directes ou indirectes pour quelque motif que ce soit et dans tous les domaines, et appelle le gouvernement turc à intensifier ses efforts de sensibilisation en ce qui concerne les droits individuels de la personne et la non-discrimination; (...)
- déplore le fait que la Turquie n'a toujours pas mis en œuvre, pour la quatrième année consécutive, le protocole additionnel à l'accord d'association CE-Turquie; (...)
- appelle le gouvernement turc et toutes les parties concernées à soutenir activement les négociations en cours, et à contribuer concrètement à une résolution globale de la question chypriote, fondée sur une fédération bicommunautaire et bizonale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies applicables en la matière et aux principes fondateurs de l'Union européenne, invite la Turquie à favoriser un climat propice aux négociations en retirant immédiatement ses troupes de Chypre, en s'employant à apporter une réponse au problème de la colonisation de l'île par des citoyens turcs et en permettant la restitution de la zone bouclée de Famagouste à ses habitants légitimes, conformément à la résolution 550(1984) du Conseil de sécurité des Nations unies;
- appelle le gouvernement turc à cesser de faire obstacle aux navires civils de prospection pétrolière qui opèrent pour le compte de la République de Chypre en Méditerranée orientale; (...)
- appelle la Grande Assemblée nationale de Turquie et le Parlement arménien à ratifier sans délai les protocoles correspondants ; (...)
- est convaincu que le règlement de la question chypriote apportera davantage de stabilité, de prospérité et de sécurité en Méditerranée orientale et permettra le renforcement rapide des relations entre l'Union européenne et l'OTAN. (...) »

La résolution: [Cliquez ici](#)

La réunion de la commission parlementaire mixte UE-Turquie

La 63^e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Turquie s'est tenue les 22-23 février à Bruxelles, sous la co-présidence d'Hélène Flautre (Verts / ALE, FR) et Lüfti Elvan (AKP).

Les députés européens et les députés de l'Assemblée nationale turque ont débattu de « l'état des lieux du processus d'adhésion et le rapport de la Cour des comptes de l'UE sur les aides de préadhésion à la Turquie, (...) la résolution du Parlement européen sur le Rapport de suivi 2009, (...) la migration et l'immigration illégale, y compris l'état d'avancement des négociations en cours d'un accord de réadmission UE-Turquie.»

Le commissaire pour l'élargissement et la politique européenne de voisinage Štefan Füle et le ministre de la justice Sadullah Ergin ont participé à la réunion. Ergin s'est exprimé sur la mise en œuvre de la stratégie de réforme judiciaire adoptée par le gouvernement et les améliorations législatives concernant les droits des femmes, la lutte contre la discrimination, la liberté de conviction et d'expression, la tolérance zéro vis-à-vis de la torture et la répression de la corruption. Füle a précisé que le compromis sur la stratégie de lutte contre la corruption et l'abolition du protocole sur la sécurité « EMASYA » étaient importants pour les relations civils-militaires. Il a souligné que la réforme judiciaire et le contrôle civil sur l'armée sont des sujets prioritaires pour la

démocratie turque. Par ailleurs, Füle a exprimé ses préoccupations concernant la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Parti de la société démocratique (DTP) ainsi que les arrestations dans le sud-est de la Turquie en décembre, tout en condamnant les attentats terroristes qui ont eu lieu pendant la même période. Il a ajouté que la Commission européenne suit de près l'affaire Ergenekon.

En outre, la résolution du Parlement européen concernant le rapport 2009 sur les progrès accomplis par la Turquie a été discutée en présence du rapporteur Ria-Oomen Ruitjen. Les députés turcs ont critiqué les articles concernant Chypre dans le rapport soulignant qu'elles ne contribuaient pas à la résolution de la question. Ils ont, également, indiqué que la Délégation de la Commission Européenne en Turquie n'est pas toujours suffisamment efficace dans la gestion des fonds européens en Turquie.

L'audition du Parlement Européen sur le commerce et les relations économiques avec la Turquie

Suite à l'adoption des résolutions concernant les rapports de suivi sur l'élargissement par le Parlement européen, la commission du commerce international a organisé une audition publique sur le commerce et les relations économiques avec la Turquie, le 16 mars.

Les représentants des milieux d'affaires et universitaires sont intervenu lors de l'audition. Lors de la réunion, l'attention s'est portée sur les échanges commerciaux entre la Turquie et l'UE et l'accord sur le gazoduc Nabucco. Dans ce cadre, le Parlement européen a lancé un appel pour l'ouverture du chapitre sur l'énergie dans les négociations d'adhésion avec la Turquie.

Lors de l'audition, le coordinateur international de la TUSIAD, Bahadır Kaleağası a indiqué que la Turquie et l'UE ont des bonnes relations commerciales. Il a souligné que la Turquie est devenue essentiellement industriel (95% des exportations), dynamique, entrepreneuriale et membre de G20. Selon Kaleağası, l'Europe change avec une nouvelle stratégie pour 2020. L'avenir des sociétés turques et françaises est plus que jamais déterminée par les piliers de la Stratégie Europe 2020 tels que la croissance économique, l'agenda digitale, l'énergie, les technologies vertes, le capital humain etc. Ce dans ce cadre que les défis de l'élargissement de l'Union européenne vers la Turquie doivent être analysés. Une Turquie qui va remplir les critères d'adhésion à l'Union européenne va contribuer à la compétitivité économique et pouvoir politique globales de l'Europe.

Kaleağası a également mis l'accent sur le problème de l'obligation et les restrictions de visa pour les citoyens turcs, qui devient un problème économique aussi. Car il empêche les milieux d'affaires turcs à développer de meilleures relations économiques et commerciales. Par ailleurs, M. Kaleağası a affirmé que le report de l'ouverture de certains chapitres de négociation empêche la possibilité de résoudre les problèmes courants dans l'Union douanière y compris ceux provenant des manquements de la Turquie. Kaleağası en a conclu qu'il existe une contradiction entre les intérêts économiques de l'Europe et le blocage de l'ouverture de certains chapitres.

Voir le compte rendu des interventions (en anglais): [Cliquez ici](#)

L'UE et la Turquie ont signé un accord sur l'aviation civile

« L'Union européenne et les autorités turques ont signé un accord sur l'aviation civile qui lèvera les restrictions de nationalité dans les accords bilatéraux relatifs aux services aériens entre les États membres de l'UE et la Turquie. Cet accord permettra à toute compagnie aérienne de l'UE d'assurer des liaisons entre la Turquie et tout État membre lorsqu'un accord bilatéral avec la Turquie existe et que des droits de trafic sont disponibles. (...)

Cet accord dit «horizontal» dans le domaine de l'aviation ne remplace pas les accords bilatéraux en vigueur entre la Turquie et les États membres de l'UE, mais il les met en conformité avec le droit européen. Il existe actuellement 42 accords horizontaux entre l'UE et 50 pays du monde entier. Plus de 800 accords bilatéraux relatifs aux services aériens ont déjà été modifiés grâce aux efforts conjugués de la Commission européenne et des États membres de l'UE pour remplacer les règles liées à la nationalité par le principe de la désignation communautaire des compagnies aériennes.

Cet accord constitue une étape importante dans le renforcement des relations entre l'UE et la Turquie dans le domaine aérien et il favorisera les liaisons entre l'UE et la Turquie. Le transport aérien est crucial pour les relations entre l'UE et la Turquie parce qu'il relie les personnes, les cultures et les entreprises. La Turquie est un des principaux partenaires de l'UE dans le domaine de l'aviation. Le trafic de passagers entre l'UE et la Turquie a franchi les 25 millions en 2008, ce qui fait de la Turquie le troisième marché extérieur de l'aviation pour l'UE en nombre de passagers, après les États-Unis et la Suisse.

L'accord ouvrira la voie à une coopération accrue entre l'UE et la Turquie dans le domaine de l'aviation civile, notamment sur les questions de sécurité aérienne, de sûreté, de gestion du trafic aérien, de technologie, de recherche et de coopération industrielle, de protection des consommateurs et de l'environnement et de concurrence. » *Commission européenne*

Plus d'information : [Cliquez ici](#)

Le projet d'avis de la CIVEX sur la Stratégie d'élargissement et les principaux défis 2009-2010

La commission de la citoyenneté, de la gouvernance, des affaires institutionnelles et extérieures (CIVEX) du Comité des régions (CdR) de l'UE a publié un projet d'avis sur la Stratégie d'élargissement et les principaux défis 2009-2010.

En ce qui concerne la Turquie, le CdR :

- « fait observer qu'en 2009, le pays n'a guère progressé en fait de réformes tangibles et engage le gouvernement à traduire ses initiatives politiques en changements concrets sur le plan de la législation et de son application subséquente ; (...)
- fait part de sa déception de constater que même si le pays a adopté une législation conforme aux critères de Copenhague, sa mise en œuvre laisse beaucoup à désirer, en particulier pour ce qui concerne les droits des femmes, la non-discrimination, la liberté de culte, celle d'expression, la tolérance zéro vis-à-vis de la torture et la répression de la corruption ; (...)

- manifeste son inquiétude face à la situation qui prévaut en matière de liberté d'expression et liberté de la presse, notamment au vu de l'amende sans précédent qui a été imposée à un groupe de médias ; (...)
- appelle la Turquie à reconnaître le caractère œcuménique et le rôle du patriarche de Constantinople, en sa qualité de chef religieux des 300 millions de chrétiens orthodoxes à travers le monde; demande également que l'école théologique de Chalki soit remise en fonctionnement, en réitérant ses recommandations visant à ce que le patriarche œcuménique puisse sans obstacles faire publiquement usage de son titre ecclésiastique et de ses prérogatives; (...)
- insiste sur l'importance de la Turquie en tant que pays de transit de l'immigration illégale; relève la perspective d'une reprise des négociations qu'elle mène en vue de conclure un accord de réadmission avec l'UE et lui conseille, dans l'intervalle qui la sépare de cette conclusion, d'appliquer pleinement les accords bilatéraux de réadmission qui ont déjà été établis avec les États membres; invite le gouvernement turc à intensifier la coopération avec l'Union pour la gestion de l'immigration, y compris dans le cadre de Frontex, qui assure la surveillance de ses frontières extérieures ; (...)
- demande une transparence et une responsabilité accrues, en particulier dans le domaine des contrôles internes et externes des finances des pouvoirs locaux et met l'accent sur l'importance que revêtent la décentralisation et le renforcement de la capacité des pouvoirs locaux à exercer les compétences qui leur ont été dévolues ; (...)
- applaudit la création d'agences de développement et se réjouit que les acteurs régionaux et locaux intéressés participent à l'élaboration du budget de chacune d'entre elles; pointe toutefois le flou qui entoure les critères de sélection et le manque de transparence de la procédure ; (...)
- relève le faible niveau auquel stagnent l'alignement sur l'acquis dans le domaine de la politique régionale et la coordination des instruments structurels. (...) »

Communiqué de presse, 04.03.2010 : [Cliquez ici](#)

Le projet d'avis de la CIVEX : [Cliquez ici](#)

La création du groupe d'amis de la Turquie au sein du Parlement européen

47 députés européens issus de 15 pays membres et de cinq groupes politiques ont fondé un groupe informel d'amis de la Turquie (Turkey's Friends Group). Présidé par Alojz Peterle (PPE), ancien premier ministre slovène, le groupe vise à contribuer au processus d'adhésion de la Turquie dans l'UE, au sein du Parlement européen.

Les 47 membres du groupe sont: Alojz Peterle, Anna Corazza-Bildt, Sandra Kalniete, Jaroslaw Walesa, Birgit Schnieber-Jastram, Georg Bach, Alf Svensson, Metin Kazak, Jelko Kacin, Graham Watson, Marietje Schaake, Ivo Vajgl, Andrew Duff, Sophie in't Veld , Michael Theurer , Sara Ludford , Liisa Jaakonsaari, Michael Cashman, Anneli Jäätteenmäki, Alexandra Thein, Franziska Keller, Jan Philipp Albrecht, Hélène Flautre, Raül Romeva i Rueda, Indrek Tarand, Karima Delli Catherine Greze, Heidi Hautala , Judith Sargentini, Werner Schulz, İsmail Ertuğ, Richard Howitt, Emine Bozkurt, Tanja Fajon, Ioan Enciu, Knut Fleckenstein, Jutta Steinruck, Liberadzki Bogusław,



El-Khadraoui Said, Boris Zala, Peter Simon, Evgeni Kirilov, Raimon Obiols i Germa, Claude Moraes, Victor Bostinaru, Arif Kader et Sajjad Karim.

L'UE a ouvert un centre d'information à Eskişehir

L'Union Européenne a inauguré un nouveau centre d'information à Eskişehir en présence du représentant de la Commission européenne en Turquie Marc Pierini. Le centre d'information aura pour but d'informer la population turque au sujet de l'Union européenne et mènera ses activités en collaboration avec la Chambre de commerce d'Eskişehir. L'UE possède actuellement 18 centres d'information en Turquie. *ANSAMED, avrupa.info.tr*

Plus d'information: [Cliquez ici](#)

AGENDA TUSIAD

Le Calendrier des Activités du Mois

- **25 mars** – La TUSIAD a discuté avec le ministre d'Etat et le vice-premier ministre Cemil Çiçek, le ministre de la justice Sadullah Ergin et le vice-président du groupe parlementaire de l'AKP Bekir Bozdağ sur le paquet d'amendements constitutionnels, Ankara
- **16 mars** – La TUSIAD a reçu Ștefan Füle, le commissaire pour l'élargissement et la politique européenne de voisinage, Istanbul
- **10 mars** – La TUSIAD et la Fédération des Industries Coréennes - FKI ont organisé le Forum d'Affaires Turquie - Corée, Istanbul (*voir ci-dessous*)
- **9 Mars** – La TUSIAD a reçu Derviş Eroğlu, le premier ministre de la République turque de Chypre nord
- **5 mars** – Une délégation de la TUSIAD s'est rendue à la République turque de Chypre nord (*voir ci-dessous*)

Forum d'Affaires Turquie - Corée, TUSIAD, FKI

La TUSIAD et la Fédération des Industries Coréennes (Federation of Korean Industries – FKI) ont organisé le Forum d'Affaires Turquie-Corée en coopération avec le groupe de médias coréen Maeil Business et l'Ambassade de Corée à Ankara, le 10 mars.

Le vice-premier ministre turc Ali Babacan, le ministre d'Etat turc chargé du commerce extérieur Zafer Çağlayan et la présidente de la TUSIAD Ümit Boyner ont prononcé les discours d'ouverture. Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, l'invité d'honneur du Forum, a appelé les entreprises à investir en Turquie.

Ali Babacan a souligné que la Corée du Sud est le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Extrême Orient. Il a évoqué la présence de 160 entreprises coréennes en Turquie dont le capital s'élève à environ 550 millions de dollars. Il a aussi rappelé que le nombre des touristes coréens a augmenté en Turquie pendant les dernières années.

Zafer Çağlayan a indiqué que la Turquie et la Corée pourraient signer un accord de libre échange jusqu'à la fin de cette année et coopérer dans la construction navale, l'industrie de la défense et le secteur bancaire. Il a souligné que leur volume de commerce devrait atteindre 10 milliards de dollars dans les prochaines années. Le volume de commerce entre la Turquie et la Corée du Sud a été 4,3 milliards de dollars en 2008 mais il a baissé à 3,3 milliards de dollars pendant la crise économique en 2009.

Ümit Boyner a souhaité que l'accord de libre échange qui serait négocié entre les deux pays soit conclu en 2010. Elle a également indiqué que la Turquie pourrait bénéficier de l'expérience et du savoir-faire du Corée du Sud dans le domaine de l'économie de la connaissance, notamment dans le R&D.

Le vice-ministre sud-coréen de l'économie Kim Young Hak, l'ancien premier ministre coréen Seungsoo Han, le président du Conseil d'affaires Turquie-Corée du Conseil des Relations Economiques Internationales de Turquie (DEIK) et membre de la TUSIAD Ali Kibar (PDG de Hyundai Assan), le vice président de la FKI Byung Chul Jung et le président de Maeil Business Dae-Whan Chang ont intervenu sur les relations économiques entre les deux pays. *TUSIAD, ANSAMED, Turkish Weekly, Milliyet*

Une délégation de la TUSIAD s'est rendue à la République turque de Chypre nord

La délégation de la TUSIAD présidée par Mme Ümit Boyner a organisé une visite à la République turque de Chypre nord (RTCN) le 5 mars. La TUSIAD et son homologue, l'Association des Industriels Chypriotes Turques (IŞAD) se sont entretenus avec le président de la RTCN Mehmet Ali Talat. Elles ont annoncé le soutien du monde des affaires à la résolution de la question chypriote. Par ailleurs, la délégation de la TUSIAD s'est entretenue avec Sunat Altun, ministre de l'économie de la RTCN, et Şakir Fakılı, l'ambassadeur de Turquie à Nicosie.

Le Communiqué de Presse

TUSIAD : « La Turquie a besoin d'une toute nouvelle Constitution. Le paquet d'amendements proposé a des faiblesses fondamentales et il est loin de répondre aux déficits démocratiques »

La TUSIAD exprime ses préoccupations sur le déficit démocratique de la Turquie depuis longtemps. La Turquie a besoin d'une nouvelle Constitution et des réformes qui vont apporter des amendements considérables sur la loi des partis politiques et la loi électorale.

- La nouvelle constitution doit mettre l'accent sur les droits individuels, exclure les immunités parlementaires, renforcer la démocratie parlementaire, et sauvegarder le principe de séparation des pouvoirs.
- **La condition sine qua non d'une réforme constitutionnelle moderne et globale est l'amendement du système électoral actuel et de la loi sur les partis politiques. Les modifications doivent être immédiatement mises en place afin de réduire le seuil électoral et rendre obligatoire les élections primaires. Les élections de 2011 ne doivent certainement pas se tenir dans le cadre de la loi actuelle sur les partis politiques et du seuil national élevé, sans équivalent dans les démocraties modernes.**
- Tous les partis politiques doivent contribuer au processus de réforme par leurs propositions sur la méthodologie et le contenu de la nouvelle constitution.

Malheureusement, le paquet de réformes constitutionnelles actuel n'est pas le résultat d'un consensus parlementaire.

- **Un paquet de réformes constitutionnelles qui n'est pas le résultat d'un consensus politique va compliquer le processus de la préparation d'une nouvelle constitution dans**

le futur. Nous espérons que le parti au pouvoir soit ouvert aux nouvelles idées, et que l'opposition présente des propositions concrètes qui permettront d'enrichir le débat.

-
La possibilité de la soumission du paquet d'amendements constitutionnel au référendum doit être bien réfléchi.

- **Bien qu'il soit constitutionnel, un référendum n'est pas la meilleure option. Soumettre l'ensemble du paquet constitutionnel, constitué de nombreux et divers articles sur des sujets disparates, au vote du peuple pourrait sérieusement contraindre le choix des citoyens.**

Compte tenu des réserves ci-dessus concernant le processus de démocratisation, la TUSIAD, observe et suggère les points suivants sur l'actuelle proposition d'amendement constitutionnelle :

- Dans le paquet constitutionnel, les dispositions relatives aux droits et libertés fondamentaux, aux tribunaux militaires, à la discrimination positive, à l'annulation de l'article provisoire 15, et en particulier à l'utilisation des voies judiciaires contre les décisions du Conseil Militaire Suprême et du Haut Conseil des Juges et des Procureurs et contre certaines mesures disciplinaires sont des mesures positives. **Néanmoins, ces éléments positifs ont été éclipsés par les dispositions portant atteinte aux principes de séparation des pouvoirs et l'indépendance de la judiciaire.**
- **La composition de la Cour constitutionnelle, telle qu'elle est prévue par le paquet constitutionnel, selon lequel 16 de ses 19 membres seraient choisis par le Président de la République, dont 7 sont directement nommés à la discrétion du Président, va accroître l'influence du pouvoir exécutif sur le judiciaire.** Avec les 3 membres qui seront élus par le parlement, le pouvoir législatif et exécutif auraient désigné l'ensemble des membres de la Cour constitutionnelle. La supposition que le pouvoir législatif est déjà sous la forte influence de l'exécutif donne l'impression que l'élection de ces trois membres serait également ouverte à l'influence de l'exécutif.

Le mécanisme de l'élection et de la nomination prévu dans le paquet, avec la nature de plus en plus politisée de la présidence, à la suite du référendum, détruirait la capacité d'équilibre et de contrôle de la Cour Constitutionnelle lorsque le Président, le gouvernement et la majorité parlementaire seront tous issus du même parti politique.

Le pouvoir de désignation des membres de la Cour constitutionnelle doit être réparti entre le Président de la République, la haute magistrature, le Parlement et les universités. La haute magistrature doit avoir l'autorité d'élire la majorité des membres. La règle de la majorité qualifiée doit être appliquée à l'élection des membres par le Parlement.

La Cour constitutionnelle a également le pouvoir de conduire une procédure pénale en vertu de son statut de Conseil suprême. Du point de vue du droit constitutionnel une partie des membres de la Cour constitutionnelle peut être issue des milieux non-juridiques, mais la majorité doit être constituée des juristes lorsque la Cour agirait en tant que Conseil suprême.

- **Les règlements mis en place par le paquet constitutionnel sur le Haut Conseil des Juges et des Procureurs augmente l'influence du Ministère de la Justice sur le Conseil.** Il est particulièrement remarquable que l'autorité d'enquête du Haut Conseil des Juges et des Procureurs soit soumise à l'agrément du Ministère de la Justice. D'autre part, il convient de préciser que l'autorité confiée au Ministère de la Justice pour « la surveillance des services de justice par les inspecteurs du ministère » ne constitue pas des enquêtes administratives auprès des juges. Cette autorité doit appartenir au Haut Conseil des Juges et des Procureurs et être utilisée sans l'approbation ministérielle. Les réglementations mises en place par le paquet constitutionnel sur le Haut Conseil des Juges et des Procureurs rendent l'adhésion du ministre et du sous secrétaire de la justice au sein du Conseil encore plus discutable.

Les règlements qui nuiraient à l'indépendance judiciaire rendent le débat de l'impartialité judiciaire sans intérêt. La question de l'impartialité judiciaire doit être traité séparément, en dehors des débats sur l'indépendance judiciaire.

- C'est un fait bien connu que la fermeture de partis politiques ne résout aucun problème dans les démocraties. Le moyen le plus approprié pour rendre difficile la fermeture des partis politiques est de limiter les interdictions concernant les partis politiques par des règlements constitutionnels.

Or, le paquet constitutionnel, en attribuant le pouvoir d'engager la procédure de fermeture d'un parti politique à une commission parlementaire spéciale, traite la question en dehors du cadre de la justice et la rend l'objet d'une négociation politique. Les interdictions de partis politiques doivent être légiférées en conformité avec la Convention européenne des droits de l'homme, et les sanctions doivent porter principalement sur les personnes ayant commis des actes illégaux et non pas sur les partis politiques.

C'est une vraie occasion pour la Turquie de mettre en place, ensemble, une nouvelle Constitution via un processus démocratique, en remplacement de celle qui a été rédigé après le coup d'Etat militaire de 1980. Les propositions pour la nouvelle Constitution doivent être débattues par des larges segments de la société via un processus participatif. La TUSIAD tient beaucoup à la recherche du consensus qui favoriserait une large participation. Ces suggestions ont été précédemment partagées avec le public.

La TUSIAD réitère son appel de changer la Constitution par un processus démocratique et participatif.

PUBLICATIONS

« Turquie - L'incontournable émergent, entre Orient et Occident », Accomex, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, septembre-décembre 2009

« Véritable lieu de rencontre entre l'Orient et l'Occident », la Turquie représente un pays incontournable d'un point de vue géostratégique. Souvent présentée comme un « relais d'influence » auprès du monde musulman, elle tire également son positionnement stratégique de son rôle central dans les circuits d'approvisionnement énergétique mondiaux.

Mais c'est également la Turquie économique qui interpelle : d'avis d'experts, la Turquie a plutôt bien réussi sa sortie de crise et devrait rapidement retrouver des rythmes de croissance à faire pâlir les économies européennes... « Quels sont les vrais pays émergents ? » s'interroge Nouriel Roubini (Les Échos, 16 novembre 2009) ; la Turquie serait-elle le « futur Dragon des rives du Bosphore » ?...

La question mérite d'être posée tant les potentialités de ce pays sont importantes : les caractéristiques du marché turc représentent à elles seules un intérêt pour les entreprises françaises : une superficie de l'ordre de 1,5 fois celle de la France, plus de 70 millions d'habitants, une population jeune et entreprenante, une élévation progressive du niveau de vie, etc. Il faut aussi ajouter à ce séduisant « inventaire à la Prévert » la transformation sociale, économique et politique du pays intervenue sur la décennie 2000 et largement stimulée par la volonté de la Turquie de satisfaire aux critères d'adhésion à l'Union européenne.

Ne nous y trompons pas, le chemin sera encore long... et l'attractivité de la Turquie sur le moyen-long terme sera fonction de la mise en oeuvre, ou non, de nouvelles et indispensables réformes structurelles, sur le marché du travail, sur celui des capitaux, dans l'éducation, etc. Elle tiendra aussi à une meilleure connaissance - et donc une meilleure compréhension - de la société et du monde des affaires turcs par les chefs d'entreprise français.

Faut-il alors laisser les questions politiques l'emporter sur la marche des affaires ? Faut-il regarder la Turquie déployer sa politique régionale sans donner aux entreprises françaises les moyens de franchir cette porte ouverte sur les marchés d'Asie centrale et du Proche-Orient ?

La « saison de la Turquie en France » qui s'achève tout juste aura au moins eu le mérite de faire découvrir un autre visage de la Turquie, son « vrai » visage diront certains. C'est un début prometteur... À l'Équipe de France de l'export, désormais, de se mobiliser pour poursuivre sur cette voie. »

*Le sommaire et les résumés des articles : [Cliquez ici](#)
L'analyse : [Cliquez ici](#)*

« The New Turkish Foreign Policy And The Future Of Turkey-EU Relations », Emiliano Alessandri, Institute of International Affairs (IAI) of Rome, février 2010

« The article refutes the often-heard argument that Ankara's recent 'activism' in the Middle East indicates that Turkey is 'drifting away from the West'. Turkey's improving relations with its neighbors (not only in the Middle East), are mainly a result of the end of the Cold War and of domestic developments which have 'unlocked' Turkey, transforming it into a more open and democratic country with an even greater stake in EU membership. At the same time, the many international and domestic changes that have occurred since Turkey was granted candidate status call for a 're-foundation' of the Turkey-EU relationship. Lacking the latter, the future of Turkey-EU relations will indeed remain uncertain. »

Le rapport (en anglais): [Cliquez ici](#)



SAISON DE LA TURQUIE EN FRANCE

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan est l'invité d'honneur du MEDEF, 7 avril

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan sera à Paris les 6 et 7 avril pour la clôture officielle de la saison de la Turquie en France. A cette occasion, il rencontrera les milieux d'affaires français au MEDEF le 7 avril.

Veillez trouver le bulletin d'inscription de la réunion en annexe.

SITES UTILES

[Agence nationale turque pour le soutien et la promotion des investissements](#)

[Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie](#)

[Ministère des Affaires Etrangères](#)

[Sous-secrétariat du Commerce extérieur](#)

[L'Administration de Privatisation](#)

[Association des investisseurs étrangers, Istanbul](#)

[Secrétariat Général des Affaires de l'UE, Ankara](#)

[Euractiv](#)

[Fondation turque des études économiques et sociales](#)

[Institut National des Statistiques](#)

[Ministère des Finances](#)

[Banque centrale de la République de Turquie](#)

[Confédération Turque des Unions d'Employeurs, TISK](#)

[Ambassade de France - Service Economique Régional, Ankara](#)

[L'agence Française pour le développement international des entreprises](#)

FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE

- Une population de 71 millions :
 - un ménage est composé de 4,4 personnes (*en décroissance*)
 - $\pm 26\%$ sont au-dessous de 15 ans (*en décroissance*)
 - 75% de population urbaine (*en croissance*)
 - une population stabilisée de ± 85 millions en 2030
 - Produit Intérieur Brut (PIB) : 671 milliards € (PPA)
 - Taux de croissance : 2003 : + 5,3% 2004 : + 9,4% 2005 : + 8,4%
2006 : + 6,9% 2007 : + 4,6% 2008 : + 3,4%
 - La 15^{ième} plus grande économie du monde (PPA)
 - Principaux partenaires commerciaux : * Union européenne:46% (La Turquie est le 7^e partenaire commercial de l'UE)
 - * Russie : 10,9%
 - * Etats-Unis : 4,4%
- | | |
|-----------------------------------------------------------|------------------|
| Exportations de la Turquie vers l'UE – 2008 : | € 43 milliards |
| Importations de la Turquie en provenance de l'UE – 2008 : | € 50,5 milliards |
| Déficit commercial en faveur de l'UE – 2008 : | € 7,5 milliards |
- La production industrielle : 30% du PNB (services : 60%.; agriculture : 10%)
Les produits industriels : **94,8%** des exportations (habillement, automobile, textile, électronique, électroménager, acier, verre...)

Au niveau mondial, la Turquie est :

- le 6^e producteur de ciment
- le 2^e producteur de verre plat
- le 1^{er} producteur de bore
- le 2^e exportateur de bijoux
- le 6^e exportateur d'habillement

En Europe, la Turquie est :

- le 1^{er} fabricant de télévision
- le 1^{er} constructeur de bus/autocar
- le 3^e fabricant de céramique
- le 4^e marché de télécoms
- le 6^e fabricant de machines industrielles
- 4^e dans pièces détachées et automobile
- le 3^e producteur de fer et d'acier
- le 6^e fabricant de réfrigérateur
- le 3^e fabricant de yacht, 8^e de bateaux

et aussi : la plus riche en biodiversité et le plus grand marché émergent

- **Investissements Directs Etrangers** : € 8 milliards en 2005 (+240%), € 16 milliards en 2006 (+87,5%), 16 milliards en 2007 (+9,8% en \$) En Turquie, 18000 sociétés à capitaux étrangers opèrent, 1/3 des banques et 1/4 de 500 grandes entreprises sont étrangères. Les investissements directs turcs dans plus de 50 pays s'accroissent sans cesse (€ 1,5 milliards en 2007). Taux de 20% pour l'impôt sur les sociétés (moyenne de l'OCDE).
- **Une société d'information en forte croissance** : Plus de 35% d'augmentation par an pour la vente d'ordinateur 22 compagnies turques / 500 compagnies de NTIC les plus performantes
 - ± 65 millions abonnés de GSM
 - ± 19 millions utilisateurs d'Internet
 - ± 30 chaînes de TV au niveau national, ± 250 au niveau local
 - e-gouvernement en expansion
- Privatisation : Privatisations valant € 17,9 milliards au cours des 5 dernières années.
- Tourisme : 26 millions de touristes en 2008. Istanbul sera la CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE – 2010

- **REFORMES** : Le Parlement turc a adopté des réformes complètes avec le soutien de la société civile (le secteur privé, les associations professionnelles, les syndicats, les ONGs, les institutions académiques, la presse...)
- Des réformes constitutionnelles et institutionnelles en vue de répondre aux critères de Copenhague
 - Le code civil, le renforcement des droits des femmes
 - La diffusion d'émission et l'enseignement dans la langue Kurde, la liberté d'expression et d'association
 - L'abolition de la peine de mort, Nouveau Code Pénal
 - La politique de concurrence, les droits de propriétés intellectuelles et industrielles
 - La standardisation et la certification, l'accréditation, l'arbitrage international
 - La législation douanière, le tarif douanier commun, le cumul d'origine Pan-européenne
 - La sécurité sociale, les indemnités de chômage
 - Les régimes de production externe et interne, surveillance et l'administration des quotas
 - La législation fiscale, les régulations bancaires, la libéralisation dans la télécommunication
- 1996 : Union douanière entre l'UE et la Turquie.
- 1999 : Le sommet d'Helsinki: « **La Turquie est officiellement un pays candidat pour l'adhésion à l'UE** ».
- 2004 : La Commission européenne décida que la Turquie remplissait suffisamment les critères de Copenhague.
- 2004 : Le Conseil européen décide l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie.
- **2005** : **L'ouverture officielle des négociations d'adhésion avec la Turquie le 3 octobre.**
- 2008 : Le Conseil européen adopte un « Partenariat pour l'Adhésion de la Turquie » révisé le 18 février.
- 2008 : 3^e Programme National pour l'adoption de l'acquis communautaire

TÜSİAD EST MEMBRE DE BUSINESS EUROPE (CONFEDERATION DES ENTREPRISES EUROPEENNES)

SECRETARIAT GENERAL: 74 Meşrutiyet Caddesi Tepebaşı 80050 Istanbul Turquie Tel: 90 212 249 11 02 Fax: 90 212 249 09 13

ANKARA: 39/4 İnan Caddesi Gaziosmanpaşa 06700 Ankara Turquie Tel: 90 312 468 10 11 Fax: 90 312 428 86 76

UNION EUROPEENNE : 13 Avenue des Gaulois 1040 Bruxelles Belgique Tel: 32 2 736 40 47 Fax: 32 2 736 39 93

ALLEMAGNE: 28 Märkisches Ufer 10179 Berlin Allemagne Tel: 49 30 28 87 86 300 Fax: 49 30 28 87 86 399

FRANCE: 33 Rue Galilée 75116 Paris France Tel: 33 1 44 43 55 35 Fax: 33 1 44 43 55 46

ETATS-UNIS: 1250, 24th Street N.W. Suite#300 Washington DC 20037 USA Tel: 1 202 776 77 70 Fax: 1 202 776 77 71

CHINE : Lufthansa Center, EUCCC/S-123, 50 Liangmaqiao Rd, Chaoyang-Beijing 100016 Tel : 861064622066 Fax : 861064622067

parisoffice@tusiad.org www.tusiad.org
